

Lévy **Bertrand-Roger**, Paris, le 8 Février 1996

B.R.L. — Je suis né en 1923, enfant unique d'intellectuels. Mon père faisait de l'histoire contemporaine de l'Extrême-Orient. Ma mère était bibliothécaire de l'École du Louvre. Israélite non pratiquante, d'origine alsacienne, ma famille aspirait à l'intégration sociale. Avant de se marier, mon père avait eu un coup de cœur pour le sémaphore désaffecté d'Étretat qui surplombait la falaise, face à l'arche et l'aiguille célèbres. Mon père l'avait acquis, bien qu'il fût très inconfortable ; toute mon enfance et mon adolescence ont été marquées fortement par ce site exceptionnel. Non loin de là, il y avait une ferme classique du pays de Caux dans laquelle je me rendais plus souvent qu'à la plage. C'est là où j'ai découvert très jeune la vie des plantes et des animaux.

Mon père avait des liens d'amitié avec Charles Ferdinand Dreyfus, fils d'un parlementaire de la Seine et Oise. Il avait été fait prisonnier en Allemagne durant la guerre de 14-18. A son retour, ses parents et son épouse disparus, il a décidé de consacrer sa fortune à transformer le domaine de Bry-sous-Forges, situé près d'Arpajon, pour en faire un centre de formation agricole destinés aux orphelins de guerre. J'y ai passé de fréquentes vacances et me suis intéressé à ces activités. Cela a joué, pour moi, un rôle important.

La guerre est arrivée, l'année où je devais passer la première partie du bac. Je me suis retrouvé sur les routes de France. Mes parents ont décidé, avant même que le régime de Vichy n'ait entrepris l'élimination des fonctionnaires juifs, de ne pas rentrer à Paris et de s'installer à Mâcon, en zone libre. J'ai fait ma philo dans cette ville. Au cours de l'hiver 1940-41, mes parents ont reçu un homme connu pour ses écrits philosophiques, Gabriel Marcel. Celui-ci m'avait demandé ce que je comptais faire dans la vie. Je lui avais répondu que j'hésitais entre la philosophie, la géographie humaine et l'agriculture. Conscient de la situation, il m'a dit que les choix qui s'offraient à moi étaient limités et il m'a conseillé d'aller voir un de ses amis, Marcel Legault, un "thala" de la rue d'Ulm, mathématicien brillant lié avec Teilhard de Chardin. Il avait préféré, pour des raisons éthiques, abandonner son enseignement et s'occuper d'un domaine agricole, à 1000 m d'altitude, dans la haute Drôme. Je suis allé lui rendre visite. Le cadre m'a beaucoup plu. Des étudiants y effectuaient des séjours. Legault m'a dit : "*Si tu veux rester, je t'accueille, tu seras berger !*" C'est ainsi qu'à la fin de l'automne 1941, je me suis retrouvé, sans compétences particulières, à la tête d'un troupeau d'une centaine de brebis dans la montagne, au dessus de Luc-en-Diois. Comme il s'agissait d'animaux qui faisaient souvent des jumeaux, je devais être debout la nuit pour les aider à agneler. Je n'avais pas rejoint alors cette région dans l'idée de me cacher. Durant quatre ans, je me suis initié, sur ces plateaux secs et escarpés, au métier de berger, vivant au rythme de la petite communauté. Malgré la proximité du Vercors, j'ai pu échapper miraculeusement, ainsi que mes parents, aux perquisitions allemandes.

A la fin de la guerre, passionné par l'expérience que j'avais connue, j'ai eu envie de la poursuivre en devenant exploitant agricole dans les montagnes sèches du Diois. Je suis rentré à Paris pour être mobilisé. Un an plus tard, je suis allé revoir Marcel Legault à Luc-en-Diois qui m'a conseillé d'aller voir d'autres choses ailleurs. J'ai pu faire, à cette époque, la connaissance du professeur A. M. Leroy à qui j'avais demandé conseil à propos d'un stage en Seine Maritime, région dans laquelle j'avais mes attaches et vers laquelle je me sentais attiré. J'ai passé une partie de l'année 1946, près de Dieppe, chez une femme agriculteur moderne cauchoise, Cécile Lange avec qui je me suis bien entendu. A la fin de mon stage, elle m'a dit : "*Vous n'avez pas d'argent pour vous acheter une exploitation, il vous faut une peau d'âne. Comme il est trop tard pour que vous entriez à l'Agro, inscrivez-vous donc à l'ITPA, nous verrons bien ensuite !*" Je suis donc entré dans cette école et à la sortie, je suis allé suivre une session de contrôle laitier, à l'Agro. Cécile Lange, qui passait fortuitement par là, m'a recommandé aux responsables.

C'est ainsi que R. Février m'a recruté, à la fin de l'année 1947, comme technicien à l'INRA, qui venait à peine de naître. La zootechnie balbutiait encore. Le professeur André-Max Leroy, qui pos-

sédait une maison à Saint-Leu-la-Forêt, avait repéré, dans un domaine des Eaux et forêts, près de la forêt de Montmorency, appelé Bois-Corbon, des porcheries qui se trouvaient vacantes. Le 1^{er} Janvier 1948, je me suis retrouvé subitement responsable de la porcherie de Bois-Corbon, sous les ordres de R. Février. J'ai pu participer à une première série d'expérimentations de façon modeste et pragmatique.

D.P. — Quel type de recherche étiez-vous chargé alors d'effectuer sur les porcs ?

B.R.L. — Avec Olivier Schmitt, qui a été technicien à l'INRA jusqu'à sa retraite, et Xavier de Laage qui s'est reconverti plus tard dans l'aviculture, nous étions chargés d'étudier les rations alimentaires et nous essayions d'améliorer le pourcentage du jambon par rapport aux côtelettes ainsi que d'obtenir des animaux moins gras. Le matériel et les techniques dont nous disposions étaient pour le moins rudimentaires. Raymond Février venait une ou deux fois par semaine pour orienter nos travaux. Durant l'hiver 1949-50, nous avons obtenu un contrat d'étude sur l'ensilage de la pomme de terre pour les cochons. Pour ensiler les pommes de terre, nous n'avions pas assez de main-d'œuvre. Aussi, pour nous aider, R. Février a-t-il fait appel à des élèves de Leroy. C'est ainsi que j'ai fait la connaissance, pour la première fois, de gens comme Jacques Poly, Robert Jarrige et Pierre Vieillard qui joueront, par la suite, un grand rôle dans l'histoire de l'INRA.

D.P. — Pourriez-vous décrire plus précisément ce domaine des Eaux et Forêts dans lequel vous étiez installés ?

B.R.L. — Au centre du domaine, il y avait un petit château de la fin du XIX^{ème} qui servait aux Eaux et Forêts d'école de gardes de pêche. Des porcheries avaient été aménagées dans les communs. D'autres bâtiments avaient été construits en pleine brousse, avec tous les problèmes matériels que cela représentait. Les 4 ou 5 personnes qui travaillaient là formaient alors une petite communauté sympathique, faisant "popote" commune. Il était question, à la fin de l'année 1949, de l'acquisition prochaine d'un grand domaine pour développer les recherches zootechniques. Des bruits nous parvenaient sur les hésitations de la direction de l'INRA qui était partagée entre deux propositions : le Haras de Jardy qu'elle jugeait trop petit et le domaine de Vilvert, à Jouy-en-Josas, qu'elle s'est décidée finalement à acheter. Jean Rétagliatti que j'avais recruté à Bois-Corbon a été le premier technicien qui s'est installé à Jouy. Je l'ai rejoint, en 1951, et c'est dans ce lieu que j'ai poursuivi ma carrière de zootechnicien jusqu'en 1968.

D.P. — Quels sont les chefs de file dont vous avez fait alors la connaissance ?

B.R.L. — A côté de R. Février, il y a avait Charles Thibault qui travaillait sur la physiologie de la reproduction, Mocquot, spécialiste des industries laitières, Péro, chargé des problèmes avicoles. Pendant toute cette période, j'ai servi de secrétaire technique à Février et à la petite équipe de chercheurs qui l'entouraient (Robert Jarrige, Jacques Poly, etc.). Comme j'avais un certain goût pour l'architecture, j'ai été chargé de suivre les relations entre l'architecte et les chercheurs et me suis occupé de la construction et de l'aménagement des bâtiments d'élevage et des labos. J'étais mis un peu à toutes les tâches et faisais un peu de tout.

Dans les années 1955, avec le développement des programmes de recherche, les problèmes qui se posaient pour nourrir les animaux ont pris plus d'importance et ont incité à construire, à la Minière, une fabrique de mélanges alimentaires expérimentaux. J'ai été chargé avec Jean Archambaud, des coopératives d'aliments du bétail, d'en dessiner les plans et de la faire fonctionner. A partir de 1958, j'ai été pris à plein temps par cette petite usine, au service des nutritionnistes. Je me suis intéressé au fonctionnement des machines et aux améliorations qui pouvaient leur être apportées.

D.P. — Avez-vous été contraint de quitter Jouy-en-Josas pour aller vous installer à la Minière ?

B.R.L. — Non, j'allais tous les jours à la Minière. A Jouy-en-Josas, j'occupais un petit bureau qui avait été aménagé dans une ancienne étable, et où j'étudiais d'autres dossiers.

Des laboratoires du CNRS ont fait appel à l'INRA pour nourrir leurs rats et leurs souris. Le vétérinaire qui avait la responsabilité de toutes les animaleries du CNRS, m'a appris que les demandes de cet organisme allaient sensiblement s'accroître, dans les années à venir. Au cours d'un repas à la cantine (1), j'ai fait part de cette information à Charles Thibault qui était alors vice président du Comité des sages de la DGRST. Celui-ci m'a dit qu'il faudrait avoir une évaluation plus précise des besoins en animaux de laboratoire, avant d'envisager des investissements nouveaux en vue de les nourrir. Saisissant la balle au bond, j'ai effectué, à mi-temps, une enquête sur les besoins en animaux de laboratoire, sur l'ensemble du territoire français.

En 1964-65, j'ai arpenté les labos, rencontrant les plus grands patrons (J. Bernard, etc.). Tout en conservant la direction de l'usine d'alimentation de la Minière, j'ai entrepris de recueillir les éléments d'information pour dresser un bilan général. Ce travail qui s'est terminé dans un grand flou artistique, n'a pas eu les suites que j'avais escomptées.

Je m'étais aperçu qu'en achetant, au cours le plus bas, les matières premières qui entraient dans la fabrication des aliments, il y avait la possibilité de réaliser des économies substantielles. Bien que petit opérateur, j'avais pris l'habitude de me rendre tous les mercredis à la bourse de commerce, à Paris, et d'observer comment s'y prenaient les courtiers afin d'acheter des tourteaux de soja, du blé ou de l'orge. J'entretenais de bonnes relations avec Marc Ridet qui tenait les cordons de la bourse à l'INRA. Je lui ai expliqué que pour pouvoir acheter au cours le plus bas, dans l'intérêt même de l'État, il fallait que je ne sois pas tenu de suivre rigoureusement les règles lentes de la comptabilité publique et que soit honoré un chèque, au débarquement même des bateaux. Suivant son conseil, j'ai fait le siège du contrôleur financier de l'INRA qui a accepté finalement d'entrer dans ces vues. A partir de 1965, j'ai pu acheter des matières premières avec une liberté d'action extraordinaire. Les résultats sont apparus concluants.

En 1967, le Centre National du Commerce Extérieur (CNCE) a décidé, à l'initiative d'Archambault, d'effectuer une étude prospective sur l'avenir du soja aux USA. J'ai pu faire partie de la mission appelée à se rendre aux États-Unis. Je me souviens que les États-Unis avaient conscience de détenir une poule aux œufs d'or et étaient bien résolus à en garder le contrôle. Cet avertissement prémonitoire avait été formulé, à une époque où la question du soja n'était pas encore à l'ordre du jour.

Je me souviens, au cours de ce voyage, de la visite à Minneapolis des installations de Cargill. Ayant rendez-vous avec les dirigeants de cette firme, nous avons été pris en charge par une "secrétaire-chauffeur" qui nous a baladés un certain temps dans les petits bois du Minnesota et nous a fait voir des docks sans grand intérêt. A midi sonnante, nous avons débouché dans une clairière au centre de laquelle se dressait un faux château Louis XIII, entouré des bungalows de luxe réservés aux cadres de Cargill. Après un excellent repas, les cadres de la firme nous ont fait descendre dans les sous-sols du château pour nous montrer les téléx innombrables qui étaient reliés aux bourses du monde entier et sur lesquels des opérateurs pianotaient ! Ils nous ont fait part des hésitations qu'ils éprouvaient à définir la stratégie de leur entreprise : les sociétés américaines avaient-elles intérêt à vendre de l'huile à leurs clients européens ou à exporter de la graine entière pour la faire triturer en Europe ? La réponse était pour nous assez claire, compte tenu des encombrements qui survenaient périodiquement sur les marchés internationaux de l'huile. Les cadres de Cargill ont fait le même raisonnement, si l'on en juge par les usines de trituration qui ont été installées par la suite sur les côtes françaises.

D.P. — **Pourriez-vous parler des rapports que votre usine d'aliments du bétail entretenait avec les différentes unités de recherche ? Vous faisaient-elles des commandes très longtemps à l'avance ?**

B.R.L. — Les rapports que notre fabrique entretenait avec les unités de recherche utilisatrices étaient différents, selon la nature de leurs préoccupations. Celles qui s'occupaient de problèmes de nutrition ou d'alimentation (c'était le cas des laboratoires d'Emmanuel Salmon-Legagneur, Alain Rérat ou Robert Jarrige) avaient besoin de régimes spéciaux variables, alors que les autres (axées sur des travaux de génétique ou de physiologie) étaient moins exigeantes sur leur composition. Avec le transfert d'une partie importante des productions animales à Tours, à Rennes, à Clermont et à Toulouse, la ques-

tion s'est posée de savoir si l'usine de la Minière devait ou non continuer à assurer encore leurs approvisionnements. Il est difficile, en effet, de se procurer des produits de qualité constante dans des coopératives ou des usines privées extérieures. Les stocks pouvaient, par ailleurs, se dégrader facilement et les coûts de transport devenir rapidement prohibitifs.

Il a été décidé finalement que les aliments expérimentaux resteraient produits à la Minière. Nous avons introduit dans la gestion de l'usine la notion d'équilibre économique en faisant payer à chaque laboratoire le prix des matières premières et les coûts de fabrication de façon à couvrir le salaire des 7 ou 8 ouvriers.

D.P. — Vous avez disposé finalement d'une très grande autonomie dans la gestion de votre petite entreprise, prestataire de services ?

B.R.L. — Oui, ce travail m'a beaucoup plu. J'étais très intéressé, en effet, par tous les problèmes technologiques qui se posaient. Il faut dire que j'effectuais ce travail à une époque où la production d'aliments du bétail était en pleine ascension et faisait appel à de nombreuses innovations.

D.P. — D'où venaient les matières que vous transformiez ? Étaient-elles achetées sur les marchés ou une partie d'entre elles venait-elle des domaines de l'INRA ?

B.R.L. — Une partie venait effectivement des domaines de l'INRA. Le reste (c'était le cas de l'orge) venait des contrats d'approvisionnement que nous passions avec des exploitants du Bassin parisien. J'ai beaucoup arpenté les routes départementales, avec Maurice Fradin, le chef d'exploitation de Jouy-en-Josas.

J'étais le témoin silencieux et attentif de tout ce qui se disait dans la petite salle à manger du château de Jouy où se retrouvaient les patrons qui déjeunaient ensemble. J'étais confronté en permanence à des problèmes technologiques qui m'étaient au départ mal connus et que d'autres, comme Jean Delort-Laval (parti plus tard à Nantes), apprendront par la suite à mieux maîtriser.

Le milieu humain dans lequel j'étais plongé était fort intéressant à observer. L'intérêt des fonctions que j'assumais compensait mal les salaires très modestes qui étaient offerts alors aux débutants. Il y avait, à cette époque, un grand décalage entre ce que gagnaient les techniciens dans le service public et ce à quoi ils pouvaient prétendre dans le privé. R. Février qui en était bien conscient et qui était au courant de ma situation personnelle m'avait dit : *“Si vous voulez sauter le pas et aller dans le privé, plus vous attendrez et plus vous atterrirez haut”*. C'était un encouragement de sa part à rester. J'ai suivi si bien son conseil que je suis resté à l'INRA jusqu'à la fin de ma carrière.

J'ai été autorisé toutefois à exercer quelques activités annexes : Sanders, la plus grosse firme d'aliments du bétail en France, était alors présidée par le duc des Cars, possesseur d'un château et d'un vaste domaine, situé entre le Mans et Laval. Celui-ci voulait en faire un centre expérimental Sanders et réduire ainsi les frais d'entretien qu'il supportait. Il avait parlé de son projet à R. Février. Comme je m'étais beaucoup occupé des bâtiments d'élevage de l'INRA, celui-ci m'a laissé aider la société Sanders à construire ses porcheries expérimentales. C'est ainsi que, dans les années soixante, j'ai été conduit à jouer incidemment le rôle d'expert. Cet exemple montre qu'il existait alors des passerelles nombreuses pour entrer dans le privé. Si je ne les ai pas empruntées, c'est parce que je continuais à faire des choses qui m'intéressaient à l'INRA.

D.P. — Recruté comme technicien, vous avez pu accéder toutefois à la longue au grade d'ingénieur.

B.R.L. — N'ayant pas fait d'études scientifiques, j'ai travaillé aux côtés des chercheurs en essayant de comprendre leurs démarches et d'effectuer les choses qui pouvaient leur être le plus utile possible. Recruté à mes débuts comme technicien, j'ai pu me présenter, au bout de quelques années, à un concours d'ingénieur où j'étais quasi le seul candidat. Les membres du jury qui avait été constitué pour examiner mon dossier étaient Jean Bustarret, Rémi Chauvin (qui étudiait les problèmes de comportement animal) et Zelmen Zelter (un nutritionniste). Je dois beaucoup à R. Février qui m'a aidé à franchir les barrages qui se trouvaient sur ma route.

D.P. — L'idée que vous vous faisiez de la recherche publique a-t-il compté beaucoup pour vous ?

B.R.L. — Sans nul doute ! J'avais conscience, en effet, de travailler pour la collectivité. J'ai retrouvé du reste ce sentiment chez beaucoup de personnes que j'ai côtoyées, à l'époque, à l'INRA. Ce qui m'a incité à rester à l'INRA, c'est que j'avais l'impression d'y faire des choses socialement utiles : Il y avait un décalage énorme entre l'état de l'agriculture française au sortir de la guerre et celui de l'agriculture américaine. Les personnes qui travaillaient à l'INRA étaient convaincus qu'ils étaient appelés à jouer un rôle essentiel dans un processus de modernisation qui s'imposait. Cet état d'esprit était entretenu par le petit groupe non structuré de responsables de Jouy-en-Josas qui avaient toujours en vue les utilisations potentielles des connaissances scientifiques acquises. Les aspects scientifiques étaient pris en compte, selon les retombées qui pouvaient en résulter.

Je me souviens qu'entre 1950 et 1955, il y a eu un jour une interpellation des spécialistes porcs de l'INRA par les CETA de l'Ouest. Pendant 3 jours, mes collègues ont été "cuisinés" et appelés à répondre à des questions très pragmatiques. Rester en prise sur les réalités concrètes était un mot d'ordre qui leur était constamment rappelé !

D.P. — En dehors de votre travail à l'usine de la Minière, vous avez eu en charge l'instruction d'autres dossiers. Vos relations personnelles ne se sont-elles pas avérées très précieuses lorsqu'il a été question, pour l'INRA, d'acquérir de nouveaux domaines ?

B.R.L. — L'INRA cherchait de nouveaux espaces pour s'agrandir. Je l'avais appris à la cantine de Jouy-en-Josas, au cours d'un repas où les chefs de service discutaient ensemble des possibilités de transférer ailleurs une partie de leurs activités. Il se trouve qu'un jour, un notaire de la région de Bourges a demandé à me rencontrer pour discuter de problèmes d'alimentation de bovins à l'embouche. Je l'ai bien entendu reçu mais, à la fin de la conversation, je lui ai demandé, à tout hasard, s'il connaissait des espaces vacants dans lesquels l'INRA pourrait éventuellement s'installer. Les mois sont passés. Un beau jour, j'ai reçu, griffonnée sur un bout de papier, une note du notaire m'avisant que de vastes espaces inutilisés se trouvaient libérés, aux abords de Bourges. Il s'agissait d'un champ de tir militaire. Ayant informé aussitôt R. Février et C. Thibault de l'opportunité qui s'offrait, il a été décidé que j'irais sur les lieux, avec M. Fradin, voir de plus près les terrains dont il s'agissait. Je me souviens encore de la façon dont la scène s'est déroulée. L'ingénieur général d'armement, qui nous recevait, nous a emmenés en voiture sur le champ de tir, nous a fait monter sur une tourelle de guet et a proclamé : "*l'horizon à gauche, l'horizon à droite sont à nous !*" Il nous a expliqué que les militaires effectuaient des tirs à blancs mais étaient bien en peine de retrouver les impacts, vu l'abondance du couvert végétal. Soucieux de réduire l'importance de leur budget de désherbage, il étaient désireux de trouver un partenaire extérieur pour ramasser ou faire pâturer l'herbe qui les encombrait. Nous sommes revenus à Jouy avec un plan immense sous le bras, expliquant que si toute l'étendue n'était peut-être pas à prendre, il y avait néanmoins des parties que l'INRA pourrait exploiter avec profit. Ce sont ces tractations qui ont abouti à la constitution du domaine de Bourges actuel.

D.P. — Les projets de l'INRA n'étaient-ils pas grandement facilités, à cette époque, par la solidarité et l'esprit de corps qui y régnaient ?

B.R.L. — J'ai vécu cette partie de mon existence à Jouy-en-Josas avec des gens qui croyaient beaucoup à l'INRA et à l'utilité de ce qu'il faisait. Cela n'empêchait pas, bien sûr, les conflits interpersonnels, les hargnes et les rancœurs. Mais tout le monde avait le sentiment de travailler utilement pour la collectivité, et se sentait porté par le désir d'aider l'agriculture à sortir du marasme qu'elle avait connu pour la hisser à des niveaux supérieurs. Le spectre des excédents, la peur de porter atteinte à la qualité de l'environnement étaient absents des préoccupations et n'engendraient pas de mauvaise conscience dans les personnels de la recherche. Les espoirs de progrès créaient une dynamique et encourageaient les échanges. Ainsi, les équipes réputées en physiologie étaient alors en Angleterre. Elles venaient tous les deux ans à Jouy et vice versa, l'année suivante.

L'enthousiasme qui régnait dans ce centre était communicatif. Personnellement, j'en ai parlé souvent et en ai témoigné à maintes reprises dans mon entourage familial et amical. Mon père était lié

notamment à Julien Cain qui avait été déporté et était devenu directeur des bibliothèques de France. Comme je lui parlais avec passion de ce qui se faisait à l'INRA, il a exprimé le désir de venir un samedi visiter Jouy-en-Josas, bien que ses centres d'intérêt fussent fort éloignés de l'agronomie.

D.P. — Qu'est devenue, après votre départ, l'usine d'aliments du bétail dont vous vous étiez occupé ?

B.R.L. — Quand je suis parti, Bernard Giboulot, un de mes jeune adjoints, a pris la relève. Son travail était placé sous le contrôle d'un scientifique confirmé Jean Delort-Laval. L'usine a continué à fonctionner à la Minière jusqu'en 1991, date à laquelle beaucoup de ceux qui y travaillaient sont partis à la retraite.

D.P. — A partir de 1967, vous avez laissé vos préoccupations de directeur d'usine d'aliments du bétail pour exercer un métier nouveau dans un monde dont les mœurs et les façons de travailler vous étaient inconnues. J'imagine que c'est l'époque à laquelle vous avez arboré ce nœud papillon superbe qui vous a rendu célèbre dans tout l'INRA et qui rappelait vos attaches agronomiques. Comment s'est opérée votre reconversion professionnelle ? A quelles difficultés vous êtes-vous heurté dans cette seconde phase de votre carrière ?

B.R.L. — J'étais heureux jusque là dans tout ce que je faisais à Jouy. Mais en 1967, R. Février qui était devenu inspecteur général chargé de la zootechnie, puis de l'économie, m'a demandé de venir travailler avec lui, à Paris. J'ai beaucoup hésité car je ne suis pas, par nature, un homme particulièrement aventureux. Je perdais la spécialisation que j'avais acquise mais j'avais envie en même temps de découvrir autre chose. J'ai fini par accepter. Le 1er Janvier 1968, j'ai atterri dans un petit bureau de la rue de Grenelle où R. Février m'avait confié l'instruction de dossiers administratifs. Ce travail m'a ennuyé. Heureusement, très vite, il m'a confié le soin de m'occuper des problèmes qui se posaient en matière d'information et m'a chargé de l'édition du bulletin interne de l'INRA qui paraissait jusque là de façon très irrégulière. Changeant de formule, je me suis orienté vers la publication d'un bulletin trimestriel faisant le point sur certaines affaires de fond et d'une lettre mensuelle ronéotypée, permettant de faire circuler plus rapidement l'information interne. Le bulletin du début de l'année 1970 qui contient un éditorial de R. Février intitulé "le faire savoir" m'a confirmé dans ces nouvelles fonctions d'information et de communication.

D.P. — Comment les personnels de laboratoires ont-ils perçu, à cette époque, la mission nouvelle qui vous avait été confiée ?

B.R.L. — Quand il s'est agi de développer davantage les rapports avec le monde extérieur, j'ai compris que les difficultés allaient venir davantage des chercheurs que des journalistes : les premiers étaient enclins toujours à penser que l'information était quelque chose de superficiel, d'inutile et de coûteux. Le journal qu'ils lisaient le plus, à savoir le Monde, ne faisait jamais état de leurs recherches. Pour faire en sorte que l'INRA ne soit plus une tour d'ivoire fermée sur elle-même et jalouse de ses informations, il fallait arriver à susciter chez les journalistes du Monde un intérêt pour leurs travaux. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé un rendez-vous à François Henri de Virieu qui était alors responsable de la rubrique agricole. A l'époque, François Henri de Virieu était pour le moins sceptique sur l'INRA. Il estimait notamment que les économistes de cet institut travaillaient pour se faire plaisir et que les travaux qui sortaient de leur département ne servaient à rien. J'ai vu que j'aurais du mal à vaincre son peu d'enthousiasme et ses préventions. Mais, dans la foulée de la victoire remportée par l'envoi d'un premier homme sur la lune, le journal le Monde avait jugé bon d'ouvrir une rubrique scientifique, en 1969. Celle-ci avait été confiée à Nicolas Vichney dont j'ai fait le siège pour lui parler des travaux de l'INRA, dans les domaines de la biologie. Il m'avait réservé un accueil plus favorable mais, pendant des mois, la visite que je lui avais faite ne s'est traduite par aucun résultat. Les choses ont toutefois, à la longue, changé. N. Vichney a fini, en effet par me faire savoir qu'un jeune agrégé de physique, Jean-Louis Lavallard, professeur à Orsay, allait suivre de plus près désormais les travaux de recherche entrepris à l'INRA. La mémoire de ce collaborateur du Monde était tout à fait surprenante : Il ne prenait, en effet, jamais de notes lorsqu'il faisait la rencontre de cher-

cheurs, mais il les rassurait en demandant leur numéro de téléphone pour pouvoir obtenir, si besoin, des compléments d'information. La rigueur dont il faisait preuve a contribué à dissiper les préventions tenaces des scientifiques à l'égard de la presse et des médias. Pendant 10 ans, aucun chercheur de l'INRA n'a eu apparemment le sentiment d'avoir été trahi ou manipulé.

Lavallard nous avait demandé de lui faire le service des Annales de l'INRA. Nous avons donné suite à sa demande et n'avons pas été déçu. Il lui arrivait souvent, en effet, de repérer dans les documents que nous lui envoyions des textes qui l'intéressaient et auxquels il souhaitait donner une diffusion plus large.

D.P. — L'amélioration des rapports de l'INRA avec les médias (presse, radio et télévision) est devenue progressivement votre domaine de compétences spécifique. Elle a eu pour effet de renforcer l'image de l'INRA dans le grand public et de donner à ses résultats une plus large diffusion. Mais qu'en pensaient les chercheurs dont le travail était évalué en fonction de leurs seules publications scientifiques ?

B.R.L. — L'amélioration des rapports avec les médias a, au début, intéressé surtout la Direction.

Je me souviens avoir reçu, à l'automne 1969, un coup de téléphone de Nicolas Vichney qui m'invitait à venir le voir dans les plus brefs délais : l'Association des Journalistes Scientifiques de la Presse d'Information se proposait d'organiser à Nice, un colloque sur l'information scientifique. Il fallait impérativement, d'après lui, que l'INRA y soit représenté. Le CNRS y envoyait pour son compte une délégation de 38 personnes, conduite par son directeur Henri Curien. J. Bustarret a décidé aussitôt d'y envoyer 15 personnes, sous la conduite de R. Février.

Les rapports avec la presse étaient pris au sérieux par la direction de l'INRA. Le terrain apparaissait mûr pour entreprendre dans le domaine de la biologie des actions d'information et de communication scientifique aussi intenses que celles qu'avait pu occasionner l'envoi d'hommes sur la lune. Effectivement, à partir de cette date, les rapports de l'INRA et de la presse se sont structurés.

En Février 1970, l'INRA a reçu, à Jouy, un groupe de 18 journalistes scientifiques. Après un exposé introductif de J. Bustarret, 4 conférenciers ont évoqué, à titre d'exemple, quelques aspects de l'activité de l'INRA : la bioclimatologie (Marc Hallaire), la multiplication végétative (Georges Morel), la physiologie de la reproduction (Charles Thibault), l'alimentation et la nutrition humaines (André François). Ce type de conférence a permis à l'INRA de sortir de l'anonymat et d'élargir progressivement le champ de ses connexions.

D.P. — En quelle année a été diffusée la première dépêche de l'agence France-press, mentionnant l'INRA ?

B.R.L. — Je crois que c'est en 1968, pour la création de la poule vedette. R. Février avait organisé, au Magneraud, une rencontre avec des journalistes pour leur donner l'information. Je connaissais mal alors l'AFP. J'avais un ami qui y travaillait. Il m'a conseillé de m'adresser à Serge Berg qui y dirigeait le service scientifique. J'avais préparé une note avec Février, mais Berg, après l'avoir lue, m'a dit qu'elle n'était pas rédigée dans la forme qui convenait (2). Ce premier contact a prélué à des relations solides qui se sont poursuivies longtemps après.

Le travail que j'ai effectué de 1968 à 1988 m'a passionné et fait rencontrer beaucoup de gens nouveaux avec lesquels les relations ont dépassé souvent le cadre professionnel (3). François-Henri De Virieu avec qui mes premiers rapports avaient été difficiles, François de Closets sont devenus, à la longue, des amis. Cherki, l'actuel directeur du Seuil, était responsable, à l'époque, de la revue "la Recherche". Je me suis aperçu en les fréquentant que, si on voulait que des choses passent dans la presse, il était important de savoir d'abord ce qui pouvait intéresser le journaliste et ses lecteurs. A titre d'illustration, je peux citer les rapports que Brigitte Cauvin et moi avons établis, en 1985, avec la revue Géo qui tirait à 500 000 exemplaires. Nous avons suggéré au directeur de cette revue un article sur les activités de l'INRA. Les mois se sont écoulés sans réactions de sa part. Brusquement, deux photographes nous ont fait part de leur intention de prendre 400 photos sur l'INRA, nous demandant de les aider à repérer les sujets et les lieux les plus intéressants. En discutant avec eux, nous avons compris que ce qui les intéressait était moins les produits de l'INRA, que les chercheurs

au travail. Nous avons envoyé des télex aux présidents des centres en leur demandant de bien vouloir faciliter le travail des photographes que nous leur envoyions. Quelque mois plus tard, le directeur de la revue nous a convoqués pour visionner et sélectionner les photos et l'aider à rédiger des textes d'accompagnement. Il y a eu finalement une publication de 15 pages sur l'INRA. Notre correspondant au CNRS nous a téléphoné, par la suite, et nous a demandés quelles sommes il nous avait fallu déboursier pour obtenir ce succès promotionnel de l'INRA !

Nous avons appris une autre fois que le Canard enchaîné avait l'intention de consacrer un de ses dossiers semestriels aux problèmes de l'alimentation. Ayant rencontré, rue des Petits Pères, l'équipe qui devait le rédiger, nous l'avons mise en garde contre certaines erreurs scientifiques à éviter. Nous avons ouvert les portes de l'INRA et laissé les journalistes du Canard faire leur travail. Un jour, le rédacteur en chef nous a offert de tout relire "au marbre". Nous nous sommes rendus Brigitte Cauvin et moi, dans une imprimerie vieillotte des Champs-Élysées. Nous avons peu apporté de corrections. En sortant, nous nous sommes sentis quelque peu soulagés et nous avons convenu qu'il était préférable de rester discrets sur cette relecture, au sein de l'INRA.

Il fallait être constamment en éveil pour saisir au vol les occasions lorsqu'elles se présentaient. Nous devons être capables de réagir très vite aux événements, mais il nous fallait essayer en même temps d'inscrire nos actions dans la longue durée pour éviter de passer notre temps à ne faire que "des coups". Notre travail était passionnant, mais souvent stressant.

D.P. — Les chercheurs de l'INRA des années 1990 semblent n'avoir plus grand chose à voir avec ceux que vous avez côtoyés au début de votre carrière. Quels sont les changements les plus nets que vous avez observés à cet égard ?

B.R.L. — Il m'est assez difficile d'en parler, ne connaissant plus bien les chercheurs actuels. Mais il me semble que tout le monde s'est trouvé pris aujourd'hui dans le cycle de la médiatisation. Les rétentions d'information que j'ai connues avec les chercheurs se sont atténuées progressivement pour des raisons de notoriété et d'argent. Ceux-ci se sont aperçus que plus on parlait d'eux, plus leurs budgets avaient des chances de devenir importants. Nous avons constitué un fichier de plus de 1000 journalistes couvrant des rubriques très diverses (médecine, science, agriculture, agro-alimentaire, économie) qu'il nous fallait périodiquement remettre à jour. Notre but était d'obtenir des journalistes le réflexe conditionné "*L'INRA constitue une source fiable d'informations*". Je suis resté fidèle à cette doctrine, en rédigeant des notes de presse diverses et en réalisant Citations-presse-INRA. J'ai contribué à entretenir et enrichir notre réseau de journalistes et à leur rappeler, sans cesse, les thèmes de recherche sur lesquels l'INRA était compétent. Nous nous sommes efforcés, pour les notes de presse, d'élaborer des versions spécifiques selon les destinataires agricoles ou scientifiques. Ayant recueilli les remarques de nos interlocuteurs, nous en sommes arrivés à la conclusion, dans les années 1975, que si les notes de presse étaient bien rédigées, elles convenaient à tous les journalistes. Nous avons conçu Presse-information-INRA, un document à parution mensuelle contenant une ou deux pages réservées à des communiqués de presse, deux nouvelles brèves d'une demi page chacune, un "vient de paraître" et une photo que les journalistes peuvent se procurer en diapo. La formule qui existe depuis 20 ans semble avoir fait ses preuves.

D.P. — Y a-t-il eu après votre départ de l'INRA des personnes qui ont repris vos attributions avec le même souci de s'adapter à l'environnement extérieur ?

B.R.L. — La petite équipe du service de presse s'était beaucoup investie dans son travail. Les personnes qui en faisaient partie étaient peu nombreuses et de très grande qualité. Il y a eu Mlle Magenham qui venait de l'École Française de Meunerie, Marylène Vallois, partie plus tard à Rennes, Lucette Degail qui a été ensuite à l'INSERM. Il y a eu enfin Brigitte Cauvin, collaboratrice que j'ai beaucoup appréciée. Marie-Françoise Chevallier-Le-Guayder est arrivée avec une vue très dynamique d'un service de communication dont les attributions excédaient largement celles d'un service de presse. L'équipe est entrée dans une ère de turbulences, pour des raisons institutionnelles. J'estimais personnellement que le service de presse devait être rattaché au grand patron, comme cela se faisait dans beau-

coup de grandes entreprises publiques (GDF) ou privées (Rhône-Poulenc). Quand R. Février s'est trouvé à la tête de l'INRA, je n'ai pas eu de problèmes. Lorsque J. Poly a pris sa suite, j'ai eu quelques difficultés. Heureusement, les choses se sont, à la longue, arrangées. Poly a compris, en effet, que j'avais le désir de jouer franchement le jeu. Quand j'étais confronté à un problème délicat et urgent, j'avais la possibilité de le tenir rapidement au courant et de recueillir ses avis. J'avais pris l'habitude, sachant qu'il avait peu de temps à me consacrer, de me trouver sur le chemin du "café" du patron, à 8 h 45. Cela me permettait de poser, au bon moment, les questions qui me turlupinaient et de recueillir ses points de vue et ses consignes.

Après mon départ, Brigitte s'est trouvée un point de chute à Jouy où elle semble avoir conservé son enthousiasme et sa capacité à prendre des initiatives.

D.P. — Y a-t-il des domaines où vous regrettez de n'être pas être allé assez loin ?

B.R.L. — Nous avons réussi, à la longue, à établir de bonnes relations avec la presse agricole, la presse scientifique et la presse médicale. Mais j'ai toujours pensé que nous n'avions pas réussi à nous faire connaître dans la presse économique.

Il existe notamment une association de journalistes économiques et financiers qui se réunit une ou deux fois par mois pour prendre un petit déjeuner off dans un restaurant des Champs-Élysées. L'INRA pourrait parfaitement y mener un débat et justifier son rôle dans cette presse.

D.P. — Il me semble que vous avez toujours eu le désir de nouer patiemment des liens pour renforcer et étendre le réseau des journalistes qui pouvaient reprendre des informations données par l'INRA. Mais, en même temps, il vous a fallu réagir de façon immédiate pour saisir les opportunités quand elles se présentaient.

B.R.L. — Oui, parce que le monde de la presse est mouvant et se nourrit d'événements. J'avais une doctrine et j'essayais de m'y tenir. Il fallait tisser autour de l'INRA un réseau fiable et faire face à l'imprévu !

D.P. — Après votre départ à la retraite avez-vous continué à avoir des activités dans le monde de la presse ?

B.R.L. — J'ai continué pendant un temps à suivre les activités du CIHEAM dont R. Février était le secrétaire général. Paul Vialle que j'ai bien connu à l'INRA m'a demandé lorsqu'il est devenu directeur de l'Agro de lui donner un coup de main pour la presse. Je lui ai conseillé de prendre quelqu'un de la maison pour s'occuper des aspects de communication, si bien que je n'ai plus à m'en occuper. La dernière activité dans laquelle je me suis investi et qui m'intéresse beaucoup, c'est l'OIE (l'Office international des épizooties). Cet organisme de 30 personnes a 70 ans d'existence et groupe 145 pays. Nous avons essayé d'y appliquer les méthodes de travail que je préconisais. Par exemple, à partir d'une note que nous avons faite sur les épidémies des animaux sauvages, la revue *Pour la science* a publié un article (N°215, Septembre 1995, "les animaux sauvages en bonne santé, malgré les épidémies"). Les mêmes techniques ont été adoptées pour faire paraître, dans le *Monde*, un article sur "les lions, malades comme des chiens" !

D.P. — L'INRA est-il un lieu où vous vous êtes fait beaucoup d'amis ou dans lequel vous ne vous êtes fait que des relations professionnelles ?

B.R.L. — Je crois que je me suis fait finalement plus d'amis dans la presse qu'à l'INRA (4). Peut-être est-ce parce que la vie trépidante que j'ai menée au siège social de cet organisme, le travail en vase clos de beaucoup de nos collègues, le faible intérêt qu'ils semblaient témoigner pour la littérature et les choses artistiques m'ont quelque peu écarté des plages de l'amitié.

D.P. — Avez-vous été confronté à des problèmes déontologiques dans l'exercice de votre métier ?

B.R.L. — Tout ce qui touchait à la pathologie ou à la maîtrise de la fertilité était considéré comme des sujets très sensibles.

En 1983, quand François Guillaume était ministre de l'agriculture, on a appris un beau jour qu'une épidémie de listériose s'était déclarée dans le Jura, à partir de vacherins d'origine douteuse. En peu de temps, nous avons reçu une multitude de coups de téléphone de journalistes de la presse écrite et de la radio qui nous demandaient ce qu'il fallait en penser. Ayant réussi à joindre Plommet qui s'occupait à Tours de brucellose, nous avons réussi à apaiser quelque peu les inquiétudes. Le lendemain, j'avais une réunion au ministère : L'attaché de presse du ministre estimait que l'affaire était réglée. Je devais déjeuner à la France agricole avec Brigitte. Mais à mon arrivée au journal, elle m'a lu au téléphone le titre de l'article qui venait de paraître à la une de France-Soir : Listériose, 5 morts ! Un déplacement de virgules et la nouvelle avait été complètement faussée ! François Guillaume a dû manger du vacherin incriminé devant l'écran de télévision pour essayer de calmer les esprits et défendre les intérêts des agriculteurs du Jura. Je me suis toujours demandé si cette démarche était la bonne. Je n'ai pas eu à m'occuper du problème de la vache folle, mais je ne suis pas sûr que la vue du ministre, contraint de consommer avec gourmandise des biftecks, à tous ses repas, ait eu finalement beaucoup d'impact.

C. Thibault avait été trahi, en 1970, par le Journal du dimanche qui avait mal rendu compte de ses travaux. Furieux, il ne voulait plus avoir affaire à des journalistes. Robert Clarke, bon journaliste scientifique, souhaitait le rencontrer pour se faire personnellement une idée plus claire des conclusions que l'on pouvait en tirer. Je suis arrivé à convaincre C. Thibault de le recevoir à son domicile personnel. Le lendemain, C. Thibault m'a rappelé et m'a confié le principe donné par Clarke et auquel je me suis toujours conformé : *"Plus une information est diffusée et moins elle a de chances d'être déformée ! En voulant faire des scoops, on s'expose à tous les risques de déformation !"*.

J'ai eu la chance d'avoir rencontré dans ma vie des personnalités riches et attachantes qui m'ont beaucoup apporté dans les domaines intellectuels et artistiques (par exemple P. Gourou, G. Marcel, Hubert Clauser). Mais, au contact des journalistes dont la pensée était souvent plus superficielle, une des choses que j'ai le plus apprises, c'est la notion d'opportunité : La médiatisation d'une affaire rate toujours, quand elle n'arrive pas au bon moment. Ce moment ne dépend nullement de vos souhaits ou de vos convictions. Il faut l'attendre, l'espérer, essayer parfois de le provoquer. Mais si l'affaire que vous souhaitez sortir, ne répond pas à l'attente des uns et des autres, vous avez peu de chances d'aboutir. Je crois que, dans ma vie professionnelle, ma chance a été d'avoir pris des virages au bon moment. A la différence des certitudes relatives que l'on trouve dans les publications scientifiques, j'ai apprécié dans la presse son côté éphémère et périssable !

Notes

- (1) Il n'y avait pas alors de self-service à Jouy-en-Josas, dans lequel se rendaient tous ensemble les gens des mêmes services. Les chefs de file que je côtoyais se retrouvaient, tous les jours, pour déjeuner dans une petite salle qui leur était réservée et où ils pouvaient s'exprimer très librement.
- (2) Les conclusions doivent figurer, de façon lapidaire, dans les trois premières lignes du texte, à l'inverse de la rédaction habituelle des chercheurs.
- (3) J'ai assisté au conseil d'administration de l'INRA pendant des années, rencontrant des personnalités éminentes qui avaient des vues à long terme sur les problèmes de la recherche, comme François Gros ou le patron de Danone. Au sein de cette petite élite, j'étais témoin de discussions dont les idées m'ont souvent beaucoup apporté dans les domaines industriels et scientifiques.
- (4) Avec Jacques Grall avec lequel je m'entendais très bien, nous avons écrit un ouvrage sur "la guerre de semences".

Curriculum vitae sommaire

- 1947 : recruté comme technicien contractuel en zootechnie.
- 1969 : Inspecteur de recherche (IR2).
- 1971 : Inspecteur de recherche (IR1).
- 1984 : Inspecteur de recherche hors classe.

- ◆ Responsabilités :
 - 1955-1967 : responsable de la fabrique de mélanges alimentaires expérimentaux.
 - 1967-69 affecté à la Direction générale de l'INRA, auprès de l'inspecteur général R. Février.
 - A partir de 1969, chef du service de presse et des relations publiques.
 - 1988 : Départ en retraite.